

Parce que nous sommes opposés au projet de réforme des collèges, sommes-nous... ?

Des mystificateurs véhiculant la désinformation ?
 Des Tartuffe ?
 Des thuriféraires du statu-quo ?
 Des polémistes médiocres ?
 Des adeptes de la « déploration » ?
 Des caricaturistes membres d'une coalition des approximations ?
 Prenons-nous des « postures qui interdisent le débat » ?
 Dansons-nous le « ballet des Cassandre » prophétisant « l'ère du déclin de la civilisation » ?



Ce sont des termes qui figurent dans la tribune parue dans le journal le Monde du lundi 4 mai, sous la signature de la ministre de l'Education nationale. Notre organisation syndicale, ses adhérents, nos collègues, dans leur immense majorité opposés à cette réforme, sont sans doute visés.

Faut-il comprendre que, faute de pouvoir convaincre, la ministre a choisi le ton de la polémique ?

Nous répondons donc tranquillement.

Nous avons bien lu et étudié la réforme, les projets de décret et d'arrêté présentés au conseil supérieur de l'Education le 10 avril comme les projets de programmes qui en découlent. Nous en avons bien mesuré les effets : l'autonomie sur 20% des horaires, les modulations locales possibles, la remise en cause de l'architecture disciplinaire de l'enseignement, la diminution des horaires disciplinaires pour nos élèves, la disparition des langues anciennes des horaires et programmes, les menaces sur l'allemand comme sur d'autres langues (italien, russe, etc.), des projets de programmes qui, au nom de l'organisation de la scolarité organisée en cycles, perdent beaucoup de leur caractère annuel et progressif, ce que ne réussit pas à cacher un vocabulaire d'accompagnement aussi obscur que pédant.

Nous en avons bien mesuré les conséquences pour nos élèves: moins d'instruction, plus d'inégalités. Nous en avons bien mesuré les conséquences pour nos collègues qui seront sous couvert « d'autonomie des équipes » soumis aux pressions locales, à la réunionite sans limite, à une hiérarchie de coordonnateurs et à l'obligation de renoncer à leur liberté pédagogique individuelle.

Non le progrès ce n'est pas l'école des territoires, ce n'est pas l'école du socle minimum. Le progrès ce serait de commencer à répondre à nos revendications: allègement des effectifs des classes, dédoublements inscrits dans les grilles horaires nationales pour les disciplines, création des postes nécessaires de CPE et d'AED pour renforcer les moyens de la vie scolaire, maintien des classes d'accueil et des SEGPA.

Pour toutes ces raisons nous demandons le retrait de ce projet de réforme. C'est la seule voie pour désamorcer le conflit.

Le 19 mai à l'appel du SNFOLC, du SNETAA-FO, du SNES, du SNEP, de la CGT, du SNALC, de SUD et du SNCL.

Tous en grève pour le retrait de la réforme du collège !